**Extension de Roissy : les ONG demandent des garanties au Gouvernement**

Dans une déclaration massivement relayée ce matin du jeudi 11 février, la ministre de la transition écologique a annoncé au Monde “l’abandon du projet de terminal 4”. En parallèle, le Gouvernement aurait demandé au groupe ADP “de lui présenter un nouveau projet”.

Les associations prennent acte de cette déclaration, mais s’inquiètent de l’effet d’annonce et s’interrogent sur la teneur du “nouveau projet”, ainsi que sur les garanties juridiques apportées pour qu’il n’y ait pas d’augmentation des capacités d’accueil de Roissy, alors que le Gouvernement se déclare ouvert à cette possibilité.

La question de l’extension des capacités de l’aéroport de Roissy reste posée, d’autant que l’article 37 de la loi Climat et Résilience limite son champ d’application aux projets nécessitant une expropriation foncière et laisse la possibilité aux aéroports de prendre en compte la compensation carbone dans leur bilan d’émissions de gaz à effet de serre.

Nos associations avaient ainsi alerté le Gouvernement par un courrier en date du 8 février, sans réponse à ce jour. Nous demandons une réponse à ce courrier confirmant l’abandon du projet d’extension de l’aéroport de Roissy ainsi que la modification de la rédaction actuelle de l’article 37 du Projet de Loi Climat qui n’apporte pas les garanties juridiques suffisantes concernant l’extension de l’aéroport de Roissy ou de tout autre aéroport en France (une dizaine de projet en cours actuellement).

**Signatures :** Réseau Action Climat, Non au T4, Notre Affaire À Tous, Greenpeace France, ADVOCNAR, Alternatiba Paris, Amis de la Terre Paris, Rester sur Terre/Stay Grounded

**Contacts presse :**

Audrey Boehly Non au Terminal 4 - 06 77 81 49 40

Chloé Gerbier Notre Affaire À Tous - 06 46 43 55 09

Agathe Bounfour Responsable Transport Réseau Action Climat - 07 82 08 56 77

Greenpeace France : Magali Rubino - 07 78 41 78 78

Françoise Brochot ADVOCNAR - 06 79 51 25 60